

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DU TARN



COMMUNE DE DOURGNE

ARRETE MUNICIPAL
N° 20260708AM133

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

PLATEFORME DU COLLEGE – ROUTE DU
COLLEGE

LE MAIRE DE DOURGNE,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;
VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée,
VU la demande de l'**association US Autan football**, représentée par Monsieur Montagné Nicolas, Vice-Président, qui souhaite organiser un repas, sur la plateforme du Collège, à l'occasion de la Fête de la Saint Stapin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'**association US Autan Football**, représentée par Monsieur Montagné Nicolas, Vice-Président, est autorisée à occuper le domaine public, afin de réaliser un repas lors de la Fête de la Saint Stapin.

ARTICLE 2 : Cette autorisation est accordée :

- du samedi 1^{er} août 2026 à 08h00 au dimanche 2 août 2026 à 03h00,
- du dimanche 2 août 2026 au lundi 3 août 2026 à 03h00.

ARTICLE 3 : Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

ARTICLE 4 : Dans le cadre de cette occupation, le permissionnaire s'engage à **veiller à ne pas troubler la tranquillité publique**,

ARTICLE 5 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des obligations susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : Monsieur Le Maire de la commune de Dourgne, le commandant du Groupement de la Gendarmerie du Tarn, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et transmis au représentant de l'Etat.

Fait à Dourgne, le 8 juillet 2026,

Le Maire,

L. GRANGIS

